



Les politiques d'austérité ne sont pas une solution ! Notre mot d'ordre : action et mobilisation !

Paris, 10 décembre 2012

Malgré des promesses de campagne électorales, le gouvernement a choisi de ne pas « sanctuariser » le budget de la Culture. Ce dernier paiera proportionnellement, en 2013, l'un des plus lourds tributs à la politique de rigueur. La part du budget de la Culture passera de 0,75 % à 0,66 % du budget total de l'Etat, soit une baisse de 12 % !

Parmi les faits les plus préoccupants :

- Les établissements nationaux verront leurs subventions diminuer de 1% à 2,5%, et certains d'entre eux connaîtront des prélèvements directs sur leurs fonds de roulement. Le comité d'entreprise de l'Opéra National de Paris vient de lancer une procédure d'alerte, car si ces baisses sont prolongées jusqu'en 2015, ce sont 30 millions qui risquent de manquer à l'appel !
- Les mandats de révision vont être maintenus, voire amplifiés dans les DRAC. Mises en place sous l'ancien gouvernement, ces procédures permettent un « redéploiement » des subventions d'une DRAC à une autre, d'une structure à une autre, dans l'opacité la plus totale.
- Le gouvernement devrait prochainement lancer une concertation sur une loi de programmation pour la création, qui permettra notamment d'articuler les niveaux d'intervention entre l'Etat et les collectivités locales et territoriales. Que pouvons-nous attendre d'une telle loi, alors que les budgets sont en diminution, ou qu'une ville comme celle de Paris a fait preuve d'un réel « fait du prince » en arrêtant brutalement la subvention qu'elle attribuait au Théâtre Paris Villette ?
- La convention d'assurance-chômage va être renégociée au cours de l'année, et les annexes font les titres des rapports et publications les plus nauséabondes. L'annexe 8, regroupant les techniciens du spectacle vivant et de l'audiovisuel, semble être particulièrement sur la sellette. Si de telles menaces devaient aboutir, elles précariseraient davantage un certain nombre de professionnels, déjà fragilisés par la diminution des subventions et la baisse de leur volume d'emploi.

Nous refusons les renoncements, et nous persistons à penser, qu'au même titre que l'éducation nationale, la culture participe à l'émancipation des femmes, des hommes et des citoyens.

Par ces temps de crise, notre société a besoin de services publics de la culture et d'une politique culturelle ambitieuse, créatrice de liens sociaux. Celle-ci doit obligatoirement s'accompagner de moyens suffisants, et de droits sociaux pour les professionnels du secteur, qui doivent pouvoir vivre de leurs métiers.

C'est pourquoi le SYNPTAC-CGT appelle les personnels techniques, administratifs et d'accueil à manifester le 20 décembre,

à Paris : place du Palais Royal à 10 heures

en région : rapprochez-vous de vos responsables régionaux

Afin que la mobilisation soit la plus large possible, la Fédération CGT des syndicats du Spectacle a déposé des préavis de grève de 24 heures.